

ARR N° 2026.01CCAS



CCAS DE CRUSEILLES
(Haute-Savoie)

ARRÊTE PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIRS ET DE SIGNATURE DE LA PRÉSIDENTE DU CCAS À LA VICE-PRÉSIDENTE EN CAS D'EMPÊCHEMENT DE LA PRÉSIDENTE

Madame la Présidente du CCAS,

VU les articles R.123-16 et R 123-23 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°2026/04CCAS en date du 15 avril 2026
procédant à l'élection de la Vice-Présidente du CCAS ;

VU la délibération du Conseil d'administration n°2026/05CCAS en date du 15 avril 2026
procédant portant délégation de pouvoirs et de signature du Conseil d'administration à la
Présidence du CCAS et en cas d'empêchement à la Vice-Présidente,

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

La Présidente du CCAS donne, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, délégation de pouvoirs et de signature à la Vice-présidente, en cas d'empêchement, dans les matières suivantes :

- Pour l'ensemble des pouvoirs délégués à la Présidente en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du 15 avril 2026, à savoir :
 1. Attribuer des prestations sociales et/ou financières présentant un caractère d'urgence dans la limite de 150 euros.
 2. Accepter les dons et legs qui ne sont ni grevés ni de conditions ni de charges.
 3. Fixer toutes les rémunérations et régler tous les frais d'honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
 4. Intenter au nom du CCAS toutes les actions en justice ou défendre le CCAS dans toutes les actions intentées contre lui, quels qu'en soient l'objet, la juridiction ou l'instance devant laquelle il est porté et quelle que soit la nature ou l'objet de la procédure engagée.
 5. Demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable ;
 6. Constater et décider l'admission en non-valeur des titres de recettes présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à 200 €.



- Pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations du Conseil d'administration et des arrêtés de la Présidente, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et la légalisation des signatures et tous documents d'ordre administratif concernant les usagers du CCAS ;
- Pour la gestion administrative courante de l'établissement pour les actes ne relevant pas des matières déléguées par le Conseil d'administration à la Présidente (notamment courriers inter-administrations, bons de commande) ;
- Pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes du CCAS

ARTICLE 2 :

La Présidente peut à tout moment reprendre la délégation qu'elle a consentie, en tout ou partie, par abrogation du présent arrêté ou pour la prise d'un nouvel arrêté déterminant les nouvelles matières déléguées de la Vice-Présidente en cas d'absence ou d'empêchement de la Présidente.

ARTICLE 3 :

Les actes pris par la Vice-Présidente dans les matières déléguées par la Présidente porteront la mention « Pour la Présidente et par délégation, la Vice-Présidente ».

ARTICLE 4 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Cruseilles, le 28 septembre 2026.

**Madame la Présidente,
Sylvie MERMILLOD**

Certifié exécutoire.

Télétransmise le : 28 SEP. 2026

Mise en ligne le : 28 SEP. 2026

